







Les Kabyles dans

La Kabylie a joué un grand rôle dans la lutte pour l'indépendance algérienne. Avec la libération, ce furent encore des Kabyles qui mirent en avant les questions de la pluralité dans un pays en proie au totalitarisme.

Entretien avec BENJAMIN STORA

Professeur à l'université Paris-XIII,

Benjamin Stora a récemment publié *La guerre* d'Algérie vue par les Algériens (avec Renaud de Rochebrune, Denoël, 2016) et *Histoire* dessinée de la guerre d'Algérie (avec Sébastien Vassant, Seuil, 2016).

L'Histoire: Dans l'histoire de l'Algérie coloniale et de la guerre d'indépendance, les Kabyles semblent avoir une « place à part ». D'où vient cette idée?

Benjamin Stora: La berbérité est le propre de tout le Maghreb, au Maroc surtout, en Algérie ensuite et en Tunisie dans une bien moindre mesure. Mais, entre le viiie et le xiiie siècle, l'arabisation a gagné l'Afrique du Nord et cette berbérité a disparu au profit de la langue arabe et de la religion musulmane. L'islam et l'arabe ont joué un rôle d'homogénéisation politique.

Cependant certaines régions ont refusé de perdre l'usage des langues antérieures. Il y en a eu longtemps plusieurs comme la Kabylie, les Aurès, le Rif marocain, le Sahara ou des Touareg. La question de la langue et de l'homogénéité culturelle renvoient à des questions d'homogénéités politiques. Ce n'est pas simplement une question ethnique.

On peut donc dire que pratiquement tous les Algériens ont une origine berbère. Mais certains ont été complètement arabisés tandis que d'autres, tout en devenant musulmans, ont perpétué une tradition berbère. Reste qu'aujourd'hui la seule région d'Algérie où l'on parle vraiment le berbère, c'est la Kabylie. Les Aurès l'ont progressivement abandonné – même si l'on assiste maintenant à un grand réveil de la berbérité.

La configuration géographique de la Kabylie a beaucoup joué dans cette histoire. Cette région, à la fois montagneuse et littorale, située à une centaine de kilomètres d'Alger, à forte densité de population, est très difficile à pénétrer.



la guerre d'Algérie

L'H.: Comment les Kabyles étaient-ils considérés par le régime colonial français?

B. S.: La Kabylie est une enclave qui a toujours résisté aux pouvoirs centraux. Elle n'a été réduite définitivement par la France qu'en 1871, trente ans après l'arrivée française en Algérie (cf. Pierre Darmon, p. 58). Il est vrai aussi que les colonisateurs ne s'intéressaient guère à cette région difficile d'accès qui était loin de disposer des ressources des plaines de la Mitidja ou du Constantinois, longtemps greniers à blé de l'Algérie. Pour ces raisons, l'installation française y a été plus faible qu'ailleurs.

Et puis les orientalistes coloniaux français de la fin du xix^e siècle ont fabriqué des « mythes kabyles », visant à évangéliser la région. Des missionnaires ont été envoyés, cherchant à diviser les « indigènes » entre eux.

L'administration et l'armée y ont fondé dès la fin du xix^e siècle de nombreuses écoles françaises. Beaucoup de Kabyles ont rejoint les écoles normales pour devenir instituteurs, comme Mouloud Feraoun, reçu en 1932 au concours d'entrée de l'école normale d'instituteurs de Bouzareah.

Durant la présence française, il s'est ainsi formé ce que l'on pourrait appeler un « nationalisme de compromis ». Les grandes familles traditionnelles kabyles ont créé des espaces de négociation avec le pouvoir colonial et les administrateurs français, notamment au lendemain de la Première Guerre mondiale (cf. Isabelle Chiavassa, p. 00).

DANS LETEXTE

Aït Ahmed, la lutte pour une Algérie démocratique

Je rends publique ma démission de tous les organismes directeurs de la révolution. Cette décision [...] répond au désir du peuple qui rend responsables tous les dirigeants sans exceptions de la situation actuelle et qui voudrait les voir tous s'en aller. Ma démission n'est pas un abandon du combat, car je reste militant. C'est un gage de confiance dans les couches effervescentes qui ont conduit à la victoire de la guerre de libération et qui ont évité l'irréparable en limitant les conséquences des présentes querelles. Il n'y aura pas de guerre civile. Il n'y aura pas de conflit racial. La solution doit résider dans un recours au verdict du peuple. [...] Nos masses sont conscientes de l'urgence qu'il y a à apporter une solution aux problèmes qui se posent à nous. Je pense notamment à la nécessité de préparer rapidement la rentrée scolaire et la première campagne de lutte contre l'analphabétisme. [...] le suis extrêmement optimiste pour ma part, et le peuple est optimiste aussi. Ce sentiment de lassitude envers les dirigeants, il ne s'exprime pas quant à l'avenir. »

Extrait d'une interview de Hocine Aït Ahmed à Paris, en juillet 1962.



ABRI Région montagneuse aux pentes abruptes, la Kabylie abrite de nombreux maquisards durant la guerre. Ci-dessus : la chaîne du Djurdjura.



La wilava III

Les colons français se sont accaparés les meilleures terres de la Kabylie, à la fin du xixe siècle, bouleversant l'économie et poussant de nombreux Kabyles à émigrer. Ce sont là les racines de l'insurrection de la wilaya III, le nom de la Kabylie durant la guerre.

L'entre-deux-guerres voit en effet la formation d'une élite intellectuelle musulmane. Ils sont quelques-uns aussi à militer dans les partis politiques français comme la SFIO, mais aussi la franc-maçonnerie ou la Ligue des droits de l'homme, toutes ces associations qui donnent consistance à ce qu'on appelle la gauche républicaine. Ces hommes vont essayer de dégager un espace politique patriotique sans rompre avec la France.

Ce qu'ils réclament, c'est l'égalité politique : les Algériens doivent devenir des citoyens à part entière. Notons que ce sera aussi la position d'Albert Camus : une fois levées les inégalités politiques, le nationalisme disparaîtra. Mais la République française ne répond guère à cette attente. Et dans les années 1930, face à ce nationalisme de compromis, un autre nationalisme va se former, un nationalisme de rupture cette fois. Et là encore, les Kabyles jouent un rôle décisif.

L'H.: Pourquoi?

B. S.: Parce que ce nationalisme est né chez les immigrés algériens en France. Or, dans l'entre-deux-guerres, 80 % des immigrés algériens sont originaires de Kabylie, région pauvre, victime de la dépossession foncière. En situation migratoire, ces hommes s'affranchissent du poids de la tradition familiale. Ils se radicalisent.

Parmi eux, deux figures importantes: Amar Imache et Radjeff Belkacem, nés respectivement en 1895 et en 1909, dans des douars (subdivision territoriale) situés dans l'ex-commune mixte de Fort-National (aujourd'hui Larbaâ Nath Irathen). Ils sont les principaux lieutenants de Messali Hadj. Le grand leader de l'indépendance algérienne (qui lui n'est pas kabyle) vient de fonder à Paris son mouvement l'Étoile nord-africaine.

Mais dès 1936, Amar Imache s'oppose à Messali Hadj sur la conception de la nation algérienne future ou sur la place de la langue berbère. Messali est un centralisateur. Il combat ce qu'il perçoit comme des revendications séparatistes, identitaires. Imache est écarté de l'organisation.

Ce débat ne cessera pas. On le retrouve dans les organisations messalistes: le Parti du peuple algérien (PPA) en 1937 et le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MLTD) après la Seconde Guerre mondiale, en 1946. A chaque fois, la ligne centralisatrice de Messali l'emporte.

Une seconde crise éclate en 1948-1949, toujours en France, au sein de la Fédération du PPA-MTLD : c'est la crise dite « berbériste ». La majorité de la direction

L'éclairage

LE DOUBLE JEU DES CAÏDS

Ces fonctionnaires indigènes nommés par l'autorité coloniale ont joué de leur influence pour accompagner l'explosion du nationalisme algérien en Kabylie.

ans les années 1940-1950, avec sa forêt de cèdres et le col de Tirourda, « station climatique » aux yeux des Européens, le Djurdjura, la plus longue chaîne montagneuse de Kabylie, en Algérie, a pour chef-lieu Michelet (actuel Ain el Hammam), à 1075 mètres d'altitude. Le Djurdjura est une commune mixte de 81 400 habitants en Algérie française. « Commune mixte » désigne un territoire sans maire élu, regroupant des populations en très grande majorité « indigènes » (80 970 personnes, dites à l'époque « Français musulmans »). Il est pourvu d'un administrateur, nommé par l'autorité coloniale.

Le gouverneur général d'Algérie, le préfet d'Alger et le sous-préfet de Tizi-Ouzou, avec l'administrateur, exercent leur autorité sur les caïds, ces fonctionnaires indigènes qu'ils nomment pour diriger chacun des II douars (territoires entre lesquels est subdivisée la commune mixte). Les caïds aident à gérer les impôts, le recensement, la conscription des jeunes gens pour l'armée. Malgré la présence de quelques gendarmes, l'autorité coloniale dépend presque entièrement d'eux pour le renseignement, fonction hautement stratégique.

UN VRAI CONTRE-POUVOIR

Mais les rapports de domination sont bien plus complexes : des clans kabyles, dits « çoffs », cherchent à imposer leurs membres comme caïds de leurs douars, à obtenir à leur gré le déplacement de l'administrateur, bref à régner dans leurs fiefs ancestraux. C'est ce que montre bien le cas de la famille d'Aït Ahmed, futur père de l'indépendance algérienne.

D'origine maraboutique (donc dotée d'un prestige d'origine religieuse), comme le montrent les Mémoires d'Hocine Aït Ahmed, cette famille-clan est en lutte contre l'administrateur du Djurdjura, le représentant de l'ordre colonial, qu'ils jugent partial, et même coupable d'abus de pouvoir, mais aussi contre le clan rival Abdesselam.

A partir de 1945, le caïd Mohand Ouyahia Aït Ahmed est fortement soupçonné par l'autorité coloniale : il ferait de la propagande en faveur des Amis du manifeste et de la liberté, le parti fondé en 1944 par Ferhat Abbas sous forme d'association, ou en faveur du Parti populaire algérien (PPA), deux partis nationalistes que l'administration confond volontiers. Les AML et le



▲ Un caïd du Djurdjura en armes.

PPA sont alors proches, et certains militants demandent leur fusion, peu avant la dissolution des Amis du Manifeste en mai 1945.

Le caïd Aït Ahmed est un notable influent, chef de zaouia (confrérie religieuse). Il a bien accepté la charge de caïd entre 1938 et 1950, dans plusieurs douars successifs, mais à la demande des populations kabyles, pour éviter la nomination de caïds corrompus ou trop dociles à l'État colonial.

Son fils, Hocine Aït Ahmed, est un lycéen déjà acquis aux idées du PPA en 1943. Entré en clandestinité dès mai 1945, il ne sera jamais découvert par la gendarmerie. Il enseigne un chant nationaliste aux scouts musulmans algériens. Il est condamné par contumace en 1947 pour atteinte à la souveraineté française, en 1948 pour le hold-up de la poste d'Oran. Des complicités locales le protègent en Kabylie. Il réussit à monter sur un bateau, gagne Paris en 1951 et s'exilera au Caire en 1952 ; il sera un des plus hauts dirigeants du FLN.

Beaucoup de notables issus des clans au Djurdjura sont comme lui engagés à gauche (à la SFIO), proches de Ferhat Abbas, actifs au PPA ou au MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), les partis successifs de Messali, ou bien rejoindront le FLN en 1954.

Leur action politique ne se limite pas aux montagnes reculées du Djurdjura. Elle est forte à Alger et à Paris, où siègent des députés et des sénateurs issus de ces familles : le clan Aït Ahmed, le clan Oussedik-Ameur, de famille maraboutique comme les Aït Ahmed, avec un vénérable franc-maçon en 1941 et un sénateur Tamzali en 1948 ; le clan Ould Hocine-Abdesselam, clan allié à Ali ben Lakhdar Brahimi, militant des Amis du manifeste, puis député socialiste en 1951.

Devant un État colonial impuissant qui ne licencie jamais ses caïds, ces clans du Djurdjura jouent de leur influence, et forment un vrai contre-pouvoir, accompagnent ouvertement l'explosion du nationalisme algérien.



A LA SOUMMAM En 1956, c'est en Kabylie, dans la vallée de la Soummam, que les chefs du FLN rédigent leur programme. Abane Ramdane y exprime son hostilité au pouvoir militaire et au parti unique. Il est assassiné en 1957.

française adopte cette fois des positions défendant l'identité berbère et critique le sens jugé trop « arabe et islamique » donné à l'orientation du parti. La direction en Algérie décide de « normaliser » la situation. Plusieurs dizaines de cadres de l'immigration algérienne en France sont exclus de l'organisation nationaliste.

Cette crise révèle des débats durables. Le premier, on l'a dit, touche au caractère centralisateur, voire jacobin, que porte en elle l'organisation nationaliste :

s'efforçant de consolider l'idée nationale dans sa lutte pour l'indépendance, elle tend à gommer tous les particularismes. Le second porte sur l'influence de la société française sur ces jeunes intellectuels émigrés qui, contrairement aux militants restés en Algérie, sont souvent en rupture avec les coutumes religieuses et les traditions familiales.

Beaucoup sont influencés par la laïcité et manifestent la volonté de sortir d'un nationalisme jugé trop étroit. Ceux là souhaitent s'associer plus étroitement aux luttes sociales en métropole et se rapprochent du Parti communiste. On leur a beaucoup reproché.

Une fois de plus la direction « algérienne » l'emporte. Hocine Aït Ahmed, un Kabyle, qui était responsable de la branche armée du PPA-MTLD (l'Organisation spéciale) est remplacé par un militant « arabe », Ahmed Ben Bella. Pourtant, Hocine Aït Ahmed et tous ces indépendantistes kabyles prendront toute leur place dans le combat nationaliste en participant activement en 1954 à la construction du Front de libération nationale (FLN).

L'H.: Quelle part prennent les Kabyles dans la guerre d'indépendance en 1954?

B. S.: Plusieurs dirigeants originaires de Kabylie vont jouer un rôle de premier plan durant la guerre. Ils



DES TRAÎTRES PARTOUT: LA « BLEUÏTE »

🗖 n 1957, le capitaine Léger parvient à démanteler les réseaux FLN d'Alger à l'aide d'insurgés $oldsymbol{\mathsf{L}}$ « retournés » lors d'interrogatoires (ci-dessus). Mais il persuade le colonel Amirouche, qui tient la Kabylie, que le Front d'Alger tient toujours. Lorsque la combinaison est découverte, la paranoïa s'empare du maquis, entretenue par les rumeur que Léger excelle à propager. La vaste épuration qu'entreprit alors Amirouche fit des centaines de morts au sein du FLN.

« Les grandes figures kabyles du mouvement ont été assassinées pour leur

position plus démocratique »

appartiennent à une génération qui ne croit plus au compromis avec la France. La terrible répression qui s'est abattue, à Sétif, après la manifestation du 8 mai 1945 pour l'indépendance, a laissé des traces. Entre 1945 et 1948, le nationalisme de rupture a pris le pas sur le nationalisme de compromis. Quatre grandes figures vont s'imposer dans le panthéon du nationalisme algérien et dans le panthéon kabyle.

Abane Ramdane, né en 1920 dans un douar situé près de Fort-National, devient le principal organisateur et théoricien du premier congrès du FLN, tenu dans la vallée de la Soummam, en Kabylie, le 20 août 1956. Ce congrès, très important car il donne au FLN une définition programmatique rigoureuse, va déclencher une crise. Abane Ramdane préconise la primauté des hommes politiques sur le rôle des militaires dans la conduite de la lutte nationaliste. Il sera assassiné par d'autres dirigeants du FLN en 1957 au Maroc.

Amirouche, né en 1926 dans une petite localité du Djurdjura, redoutable chef de guerre, organise les maquis de la wilaya III (le nom de la Kabylie durant la guerre). Lui aussi sera abattu par les troupes françaises en 1959.

Krim Belkacem, né en 1922, près de Draa el-Mizan, devient le Premier ministre des Forces armées puis le ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA) en 1958, et le principal négociateur algérien des accords d'Évian de mars 1962. Il sera assassiné, vraisemblablement sur ordre de l'État algérien en 1970 en Allemagne.

Une fois de plus les grandes figures kabyles du mouvement ont été éliminées. Non pas parce qu'ils s'inscrivent dans une singularité de la Kabylie, mais parce qu'ils portent souvent une position plus « décentralisatrice », plus démocratique, plus modérée.

L'H.: Ceux-là sont des grands chefs... Que peut-on dire de la population de Kabylie pendant ce temps? La région se caractérise-t-elle par un comportement spécifique face au pouvoir colonial?

B. S.: Les 5 à 6 millions de Kabyles ont massivement basculé du côté des nationalistes. Durant le raidissement nationaliste qui a saisi la région, il y a eu des purges, des règlements sanglants entre nationalistes. La Kabylie a payé le prix fort. C'est ce que l'on appelle « les nuits rouges de la Soummam », l'élimination des opposants du FLN, comme ceux du MNA, partisans restés fidèles à Messali Hadj. Puis, en 1957-1958, il y a eu la « Bleuite ». L'armée française a introduit des espions pour expliquer que tous les dirigeants étaient des traitres. Amrouche s'est mis à décapiter son état major.

Face à ces outrances, une partie de la population se retourne et demande protection auprès de l'armée française. La Kabylie a aussi fourni une partie des harkis, ces Algériens supplétifs qui combattaient dans des unités spéciales de l'armée française.



QUELLE INDÉPENDANCE ? Dès 1963, les Kabyles du Front des forces socialistes prennent les armes : ils ne veulent pas de l'Algérie à parti unique du FLN. L'armée réprima durement le mouvement qualifié de « séparatiste ».

L'H.: Tout change avec l'indépendance?

B. S.: Oui, en 1962, l'histoire bascule. Jusqu'alors, malgré les crises, la différence était minime entre les « identitaires » kabyles et les autres. Les responsables d'origine kabyle, on l'a dit, ne revendiquaient pas un statut spécial pour leur région. Globalement, ils s'inscrivaient encore dans la logique d'un nationalisme jacobin. C'est dans l'espace intime qu'ils maintenaient leur origine berbère, dans le respect de la mémoire de leurs ancêtres.

Mais en 1962 les débats qui avaient été différés sur la nation algérienne ressurgissent. Dès 1963, la Kabylie se soulève. Hocine Aït Ahmed devient l'un des principaux opposant à la politique d'Ahmed Ben Bella qu'il juge trop autoritaire. Il annonce le 29 septembre 1963 la création d'un Front des forces socialistes (FFS). A la suite de la guerre des sables entre l'Algérie et le Maroc, les troupes de l'ANP (l'Armée nationale populaire)

La montée d'un sentiment de berbérité politique entraîne une solidarité dans toute l'Afrique du nord



FERAOUN Instituteur, poète et écrivain kabyle Mouloud Feraoun est ici avec Albert Camus en 1958. Anticolonialiste et républicain, il est exécuté par l'Organisation armée secrète (OAS) en 1962.

DANS LETEXTE

Ce qu'il eût fallu pour s'aimer

Ce qu'il eût fallu pour s'aimer? Se connaître d'abord, or nous ne nous connaissons pas. Qu'on demande à une femme kabyle ce qu'est un Français. Elle dira que c'est un mécréant, un homme souvent beau et fort mais sans pitié. Il est peut-être intelligent. Son intelligence, il la tient du démon, de même que sa force. Qu'attend-elle du Français, rien de bon. Ni sa justice coupante comme un glaive ni sa charité qui s'accompagne d'insultes ou de bousculades. Qu'est-ce qu'un Indigène pour un Européen? C'est l'homme de peine, la femme de ménage. Un être bizarre aux mœurs ridicules, au costume particulier, au langage impossible. Un personnage plus ou moins sale, plus ou moins déguenillé, plus ou moins antipathique. [...] Un siècle durant, on s'est coudoyé sans curiosité, il ne reste plus qu'à récolter cette indifférence réfléchie qui est le contraire de l'amour ».

Mouloud Feraoun, *Journal*, novembre-décembre 1955, Seuil, 1962.

ouvrent le feu sur des soldats de la 7^e région en Kabylie, soupçonnés de dissidence. L'ANP pénètre à Azazga sans rencontrer de résistance.

Hocine Aït Ahmed et ses partisans prennent alors le maquis. Cette résistance en Kabylie contre un pouvoir jugé autoritaire est le premier cas larvé de guerre civile dans l'Algérie indépendante. Arrêté puis condamné à mort, Hocine Aït Ahmed s'évade de sa prison en 1966 et choisit l'exil. Il meurt en Europe en 2015.

La Kabylie entrera à nouveau en dissidence contre le pouvoir central, quinze ans plus tard, en avril 1980. A la suite de l'interdiction d'une conférence de l'écrivain Mouloud Mammeri, de violentes émeutes secoueront cette région pendant plusieurs semaines. Une nouvelle génération entre en scène, le docteur Said Saadi et le militant Ferhat Mehenni. Ces nouveaux acteurs politiques et culturels porteront publiquement les revendications touchant à l'enseignement de la culture berbère, totalement ignoré par les gouvernements successifs lancés dans une politique d'arabisation de l'enseignement. Le « printemps berbère » sera le premier signal, violent, de la remise en cause de la culture du parti unique, le FLN, qui s'effondrera dans les émeutes d'octobre 1988.

En 2001, à la suite du meurtre d'un jeune dans un commissariat, la Kabylie connaîtra une nouvelle fois un mouvement d'une grande ampleur qui sera sévèrement réprimé.

Aujourd'hui, c'est le problème du lien national qui est posé en Kabylie. Des mouvements apparaissent, se dotant d'un nouveau drapeau berbère, et qui se disent avant tout Kabyles et non simplement Algériens. C'est un peu comme en Catalogne. Tous les anciens débats historiques ressurgissent mais lus à partir d'un prisme idéologique. On dit par exemple que la revendication d'autonomie est très ancienne, ce qui ne correspond pas vraiment à la vérité des faits.

Des personnages comme Messali Hadj les ennuient : il incarnait cette forme de nationalisme centralisé mais auquel à un moment de leur histoire les Kabyles, dans leur majorité, se sont reconnus. Cette montée d'un sentiment de berbérité politique par rapport au pouvoir central entraîne une solidarité berbère dans toute l'Afrique du nord. Cette identité est devenue tellement forte qu'elle touche aussi les juifs d'Algérie qui sont de plus en plus nombreux à se dire berbères !

Il y a, derrière tous ces itinéraires, le rapport compliqué que la Kabylie entretient avec l'histoire algérienne. Bien que les Kabyles soient souvent suspectés d'affaiblir la cohésion nationale en revendiquant des droits singuliers, il apparaît en fait que la bataille qu'ils livrent pour la pluralité annonce toujours des moments décisifs de passage à la démocratie. Quand cette région s'embrase, comme ce fut le cas sur des questions sociales et démocratiques en avril 2001, l'Algérie entière se trouve concernée. ■

(Propos recueillis par Géraldine Soudri.)